

ENTRETIEN



RCA: Pourquoi nous voulons une nouvelle constitution – Mohammed Lawan
Voir page 12

MODE



Page de la mode féminine africaine
Voir pages 8 et 9

NOUVELLES



Centrafrique: Malgré la volonté du Président TOUADERA de pacifier le pays, les rebelles foncent dans les tueries *Voir pages 6*

TCA: Vers le vote d'un Oui au référendum constitutionnel

Page 2



La Côte d'Ivoire renforce la relation amicale avec l'Allemagne et le partenariat militaire *Page 2*



FMM: Le Général IS Ali et la Tâche à accomplir dans le Bassin Du Lac Tchad *Page 7*

Un peuple souverain: Sa Constitution et son Président *Page 10*

Référendum du 30 juillet 2023 et la femme Centrafricaine *Page 3*

NOUVELLES COURTES

La Côte d'Ivoire renforce la relation amicale avec l'Allemagne et le partenariat militaire

Le Vice-Président de la République, M. Tiémoko Meyliet KONE, a échangé, ce mardi 25 juillet 2023, au Palais de la Présidence de la République, avec l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne en Côte d'Ivoire, S.E.M. Herbert INGO, et le Commandant du Commandement militaire des Etats-Unis d'Amérique en Afrique, le Général Michael Elliot LANGLEY.

S.E. Herbert INGO, qui est en fin mission, est venu faire ses adieux aux plus hautes autorités du pays. Il s'est réjoui du retour à la normalité au moment où il quitte la Côte d'Ivoire, après trois années de crise du Covid-19.

Au plan diplomatique, l'Ambassadeur d'Allemagne s'est félicité de la qualité des relations amicales entre la Côte d'Ivoire et l'Allemagne. Il s'est dit heureux que les deux pays partagent les mêmes principes, notamment dans le multilatéralisme où ils affichent une position claire face à la Russie dans la guerre en Ukraine.

Le Vice-Président de la République et son hôte ont également évoqué la coopération entre les deux pays dans les domaines de l'énergie renouvelable et les échanges culturels marqués en Côte d'Ivoire par l'implantation de l'Institut Goethe.

Au plan économique, le Diplomate allemand s'est réjoui de l'ouverture, en

juin 2023, d'un bureau de la Délégation de l'Economie allemande de la sous-région ouest-africaine à Abidjan, en vue renforcer les relations économiques et exploiter tout le potentiel et les perspectives qui se profilent à l'horizon.

Pour conclure, SEM Herbert INGO a indiqué que la stabilité et la paix sont les conditions du renforcement de cette coopération. C'est pourquoi, il a encouragé toutes les forces vives à continuer de travailler ensemble dans ce sens pour le développement économique et le bien-être des populations ivoiriennes.

Quant aux échanges entre le Vice-Président de la République et le Général Michael Elliot LANGLEY, ils ont porté essentiellement sur l'approfondissement du partenariat entre les Etats-Unis et la Côte d'Ivoire, notamment autour des valeurs communes de la démocratie et la stabilité.

Le Commandant du Commandement militaire des Etats-Unis en Afrique a souligné que la quête de ces deux valeurs passe par le maintien de la sécurité. C'est dans ce cadre que s'inscrivent, à juste titre, ses échanges avec les autorités du pays pour apprendre de l'expérience ivoirienne et explorer ensemble les voies et moyens de maintenir cette stabilité dans la région ouest-africaine et tout le long du Golf de Guinée.

RCA: Vers le vote d'un Oui au référendum constitutionnel



PAR LAWRENCE AUDU

La capitale de la République centrafricaine, Bangui, était en ébullition et chargée de frénésie ce samedi où des milliers de personnes se sont rassemblés au stade Kossi à Begoua pour manifester leur voeu en faveur d'un Oui au projet de référendum constitutionnel qui promet une indépendance réelle à ce pays qui a trop souffert depuis son indépendance.

Le Président de la République Son Excellence professeur Faustin Archange Touadera, a reçu un accueil triomphal au regard de l'ampleur du soutien affiché de son peuple dont la seule volonté est d'avoir un nouveau pays où sa voix peut contribuer au développement.

Dans son adresse de circonstance, Touadera a rassuré ses concitoyens que la nouvelle constitution consacre la souveraineté de leur pays. En bon démocrate, il a affirmé que le peuple est libre de faire son choix pour un Oui ou un Non le 30 juillet 2023.

Il faut souligner que le Président TOUADERA n'a fait que répondre favorablement à la volonté des centrafricains qui se sont rassemblés sur toute l'étendue du territoire ou qui ont marché à pourvoir Bangui et dans les contrées lointaines pour demander une nouvelle loi fondamentale de leur pays.

Notons que le Président Faustin Archange Touadera a réussi à ramener la paix et la stabilité en République Centrafricaine en un temps record.



L'État sous le régime du Président TOUADERA est présent sur toute l'étendue du territoire. La RCA qui est désormais stable poursuit son développement.

La RCA grâce au Président TOUADERA est passé de 7000 à 20.000 soldats des Forces Armées Centrafricaines. Les Forces de Défense Intérieure ont aussi triplé leur effectif en seulement 7 années de gouvernance.

Devant la foule acquise à sa cause, le Professeur Touadera a déclaré que le peuple centrafricain doit prendre son destin en main en oubliant son passé douloureux.

Lors de sa dernière visite en France où il a reçu un accueil royal de ses compatriotes de la diaspora française, le Président Touadera a été catégorique en arguant clairement que la République centrafricaine a besoin d'une véritable indépendance. Il a rappelé les incidents malheureux qui se sont déroulés dans le pays. Ces désordres, il faut le souligner, sont causés par les ennemis du pays et leurs collaborateurs de l'extérieur qui sont déterminés à faire reculer ce pays qui est un scandale géologique selon plusieurs experts.

La Femme Centrafricaine est pour le Referendum du 30 juillet.



Référendum du 30 juillet 2023 et la femme Centrafricaine

Vaillante femme centrafricaine encore une raison de plus de voter le « OUI » au référendum du 30 juillet 2023.

Notre probité nous oblige. En réalité tout n'est pas noir tel que font croire les opposants politiques. Il y'a des avancés significatifs. Il existe de bonnes raisons pour que la constitution du 30 mars 2016 soit révisée. La constitution n'est pas figée. Elle s'écrit et se réadapte au contexte de la nation ; ce qui revient à dire que chaque nation à sa particularité.

Méditons sur l'entendement des deux textes quant à la prise en charge de la femme et concluons.

• *Constitution du 30 mars 2016 art. 6 Alinéa 3 : « La loi garantit à l'homme et à la femme des droits égaux dans tous les domaines. Il n'y a en République centrafricaine ni sujet, ni privilège de lieu de naissance, de personne ou de famille ».*

• *Projet de la nouvelle Constitution de juillet 2023 art. 14 : « Les pouvoirs publics veillent à l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard de la femme et assurent la protection et la*



promotion de ses droits.

Ils prennent toutes les mesures appropriées pour assurer le total épanouissement et la pleine participation de la femme au développement de la Nation.

Ils prennent des mesures pour lutter contre toute forme de violence faites à la femme.

La femme a droit à une représentation équitable au sein des institutions nationales, régionales et

locales.

L'Etat garantit la mise en œuvre de la parité homme-femme dans ces institutions.

La loi fixe les modalités d'application de ces droits ».

En tant qu'une femme

centrafricaine digne de ce nom, quelle sera votre choix des deux (2) textes ci-haut. Evidemment c'est ce bon sens qui doit vous guider à voter le « OUI » au référendum du 30 juillet 2023.

Pour être sûr que rien n'échappe jamais à notre attention; nous pouvons être contactés à:

Editor@TongoloTibeAfrica.com

Beaucoup d'amour de la part de l'équipe
Tongolo Ti BeAfrica.

Tongolo Ti BeAfrica ÉQUIPE ÉDITORIALE

Editeur: ***Désiré NGAIBONA***

Écrivains: ***Pathé SERGES, Freddy Nacor SEBOUT et Trésor BABO***

Assistant de bureau: ***Akani RHEMA***

Chef du bureau ouest-africain: ***Lawrence AUDU***

Designate: ***Joseph RAPHAEL***

Le Commandant de l'EACRF exhorte les troupes à respecter leur mandat



Le commandant de la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EACRF), le général de division Aphaxard Kiugu, a rendu visite lundi 24 juillet au contingent burundais déployé à Mubambiro, dans l'est de la RD Congo.

Kiugu, qui était accompagné de son adjoint Emmanuel Kaputa, entre autres officiers, a exhorté les troupes burundaises à s'en tenir à leur mandat et à donner la priorité au bien-être de la population locale, a indiqué l'EACRF.

Le commandant du contingent burundais, le colonel Ildephonse Baranyikwa, a informé Kiugu du déploiement des troupes, de la situation sécuritaire actuelle, des réalisations dans les efforts de paix et de stabilité en cours ainsi que des plans futurs dans leur zone d'opération.

Kiugu a félicité les troupes burundaises pour les réalisations réalisées jusqu'à présent et le niveau de professionnalisme affiché lors de la conduite des opérations.

"Soyons toujours conscients du mandat qui nous a été confié par les chefs d'État de l'EAC que

nous devons nous efforcer de mettre en œuvre", a-t-il déclaré.

Il les a encouragés à continuer à exécuter leurs tâches avec le bien-être de la population locale au centre de l'attention et les a assurés du soutien indéfectible du quartier général de la Force pour atteindre l'objectif global de paix et de stabilité dans l'est de la RD Congo.

La force régionale, composée de troupes du Kenya, du Burundi, de l'Ouganda et du Soudan du Sud, s'est déployée dans l'est de la RD Congo en novembre 2022.

Il a pour mandat de soutenir les mécanismes de paix régionaux pour la région instable du pays, notamment en obtenant le retrait du groupe rebelle M23.

La force occupe depuis décembre 2022 divers postes laissés vacants par les rebelles du M23 dans la province du Nord-Kivu.

L'Est de la RD Congo est resté instable pendant près de trois décennies.

La vaste région abrite plus de 130 groupes armés locaux et étrangers accusés de diverses atrocités et violations des droits humains.

Centrafrique: Les multiples déplacements du Président Touadéra, expriment l'écrasante victoire du "OUI"



Après le lancement de la campagne référendaire, le samedi 15 juillet 2023, le Président de la République, Pr Faustin Archange Touadéra très sollicité par les populations, s'est déplacé dans plusieurs villes de provinces.

A l'issue de ces déplacements, le Peuple Centrafricain conscient de la volonté du Président TOUADERA de faire avancer notre pays, se dit prêt pour le vote massif du "OUI".

Cette mobilisation confirme bien le soutien indéfectible du Peuple Centrafricain, au Président

TOUADERA qui milite depuis son accession à la magistrature suprême de l'Etat, pour la paix, la sécurité, la stabilité et le développement de Centrafrique.

Le Peuple n'attend que le jour-j pour voter massivement le "OUI" afin de prouver aux égorgeurs de la République qu'il est fatigué de leur manœuvre politicienne de la souffrance.

Pour le bien-être social, la paix, la sécurité, la stabilité de nos institutions, votons tous le "OUI".

A suivre

Centrafrique: La campagne référendaire, un pari réussi pour la DNC et ses équipes subsidiaires

C'est un pari réussi pour l'équipe composante la Direction Nationale de Campagne référendaire.

Ce dévouement politique d'atteindre les objectifs escomptés est l'œuvre de la volonté affichée de Monsieur Evariste NGAMANA, Directeur National de Campagne (DNC) pour le référendum constitutionnel.

On sent un véritable engouement résultant de tous les messages adressés à la nation par cette dynamique équipe qui ne lésine pas à se déplacer dans les villes de provinces pour expliquer les motifs de doter la République Centrafricaine d'une nouvelle Constitution républicaine.

En fait, l'équipe de la Direction Nationale de Campagne (DNC) sous la clairvoyance de l'honorable député Evariste NGAMANA, fait du sérieux pour amener les centrafricains à voter massivement le "OUI", le jour-j!

Ce que l'on peut retenir de cette volonté, bien qu'ayant un calendrier chargé, le DNC Evariste NGAMANA a délégué au ministre Arthur Bertrand PIRI, responsable de la Commission



Mobilisation, l'un des vaillants fils du pays à le supplanter dans les meetings organisés.

A son tour, le ministre Arthur Bertrand PIRI, visiblement dégourdi et toujours omniprésent a fait preuve de son

charisme politique dans cette campagne qui s'achève pour une victoire écrasante pour le "OUI".

On ne peut que rendre hommage à ces deux personnalités politiques, respectivement l'honorable

député Evariste NGAMANA et le ministre Arthur Bertrand PIRI pour leur volonté affichée, pour le vote favorable pour le "OUI"!

Ce que l'on dit, n'est pas le griotisme, mais une vérité absolue, preuve d'un

déterminisme de ces deux personnalités politiques de la République Centrafricaine.

Rendez-vous pour le 30 juillet et le "OUI" sera d'office remporté. Vive le "OUI" pour une nouvelle République!

Le président Touadera fait ses adieux à l'ambassadeur de France en fin de mission



Le Président de la République, Son Excellence Pr Faustin Archange TOUADERA a reçu en audience en fin d'après-midi du 24 Juillet 2023, Monsieur Jean-Marc

GROSGURIN, Ambassadeur de la République Française en République Centrafricaine.

En fin de mission diplomatique en République Centrafricaine,

l'Ambassadeur Jean-Marc GROSGURIN est venu échanger avec le Président Faustin Archange TOUADERA sur plusieurs dossiers. Il Interrogé

par la presse présidentielle, M. GROSGURIN a annoncé au Chef de l'Etat l'arrivée prochaine de son successeur et à profité de l'occasion pour faire ses adieux au Président de la République.

« Je suis venu m'entretenir avec le Président de la République sur plusieurs dossiers d'actualité et de partenariat. Comme vous savez, le dialogue est important entre nos deux pays et, on a besoin de s'écouter et de se parler. Je suis venu aussi lui dire que mon successeur arrivera et, je prendrai mon congé prochainement. Je suis venu aussi lui dire aurevoir pour la suite des événements et, surtout espérer le meilleur pour la Centrafrique mais, aussi pour les relations bilatérales entre la France et la République Centrafricaine.

Je sais que y a un partenariat

historique et, le Président de la République l'a rappelé. Et en même temps, il est important de pouvoir avancer, de pouvoir regarder l'avenir ensemble de manière plus sereine », a livré Monsieur Jean-Marc GROSGURIN qui a rajouté que « la France reste un partenaire reconnu et apprécié de la République Centrafricaine avec de belles choses à faire encore différemment »

Le diplomate français a affirmé que l'important dans le partenariat entre la République Centrafricaine et la France, c'est de regarder ce qu'elles peuvent faire ensemble et rester à l'écoute l'une de l'autre dans le cadre d'un partenariat respectueux.

Rappelons que Monsieur Jean-Marc GROSGURIN est en poste à Bangui depuis le 11 septembre 2021.

Centrafrique: Malgré la volonté du Président TOUADERA de pacifier le pays, les rebelles foncent dans les tueries

DÉSIRÉ FLORENTIN
NGAIBONA

Envenimement de la situation du pays, en proie à toujours plus d'attaques, les groupes rebelles étrangers continuent d'écumer les populations civiles centrafricaines.

Dans l'optique de décrier l'insécurité et de favoriser le retour de la paix et de la concorde, le président TOUADERA a décrété un cessez-le-feu à travers la feuille de "route de Luanda".

Mais aussi d'essuyer les larmes des centrafricains qui continuent couler que le président TOUADERA a salué le succès de la lutte conjointe contre les maux qui gangrènent le développement de ce pays à travers la feuille de route de Lunda initiée par les Chefs d'Etat de la CIRGL pour briser l'effusion de sang.

Le Président Pr Faustin Archange TOUADERA a pensé que l'option de la concorde est celle qui

permet la sortie de crise qui mine le développement socioéconomique de la RCA.

C'est pourquoi, il a invité les rebelles à saisir ce processus comme une initiative « merveilleuse » de sortie de crise. Ce dialogue semble être le dernier et aussi un signal fort à l'attention des fossoyeurs et des commanditaires de la crise centrafricaine.

Le Président Pr Faustin Archange TOUADERA met toujours en exergue sa volonté de pacifier le pays et d'effacer les souffrances des populations éprises de paix et de justice.

Cette année encore, a-t-il déclaré, que le cessez-le-feu nous appelle à « implorer la bénédiction de la paix », pour ne pas laisser aucune issue aux bourreaux et des commanditaires de la République centrafricaine avec la volonté de la constitution le pays sur l'idéologie du père fondateur qui veut : « que tout le monde soit uni ».



Centrafrique: Contrairement aux agitations morbides du BRDC, le Peuple a hâte de dire "OUI" à la nouvelle Constitution



PAR DESIRE NGAIBONA

Animés par l'animosité et l'esprit de nuire sans fondement au régime du Pr Faustin Archange Touadéra, les leaders des partis

politiques de l'opposition se lancent dans la confusion et l'amalgame, ce qui les tient à un échec total aujourd'hui.

Impopulaires, immatures, myopes et amnésiques, sans

assise politique, les leaders de l'opposition, rangés dans la Bande de Démon de la République Centrafricaine (BRDC), savent avec pertinence que le référendum

constitutionnel est un acquis.

Ils ne deviendront jamais président de la République Centrafricaine, tant qu'ils œuvrent pour la souffrance de leurs compatriotes. On

fait de la politique pour le développement de sa nation et non de la politique politicienne pour maintenir son pays dans la léthargie.

De la Concertation des Forces Démocratiques (CFD), UFVN, UFAP, CODEPO, FARE-2011, E ZINGO BIANI, COD-20 pour atteindre BRDC, les leaders de l'opposition n'ont jamais réussi dans leurs démarches lugubres et perfides contre le Peuple Centrafricain. Et ces prophètes du malheur des centrafricains ne réussiront jamais.

Ils nous ont amené la coalition séléka de Michel Djotodia pour s'emparer du pouvoir, le 24 Mars 2013 et organiser les tueries de masse, soldées par le viol des femmes, vols des bétails, des biens meubles corporels et incorporels, destructions des lieux de cultes, exécutions sommaires et extrajudiciaires, enlèvements et autres.

Contrairement aux agitations morbides des leaders du BRDC, le peuple Centrafricain a hâte de dire "OUI" au référendum, le 30 Juillet prochain.

Vive le référendum constitutionnel!

FMM: Le Général IS Ali et la Tâche à accomplir dans le Bassin Du Lac Tchad

PAR LAWRENCE BILAL
AUDU

Une fois de plus, la Force opérationnelle interarmées multinationale FMM a la chance d'avoir un autre combattant prêt au combat dont le style de leadership dynamique lui a valu des distinctions tout en enregistrant d'énormes succès dans des domaines de responsabilités pour la plupart difficiles. Bien que la Force ait déjà établi une bonne base de commandants successifs depuis l'époque du général TY Buratai jusqu'à aujourd'hui, il convient de noter l'amélioration de la synergie, de la visibilité et de l'efficacité opérationnelle dans sa lutte contre les insurgés de Boko Haram et de l'ISWAP dans son environnement opérationnel entre l'opération Hadin Kai et la FMM, le commandant de la force de l'époque, le général AK Ibrahim et le commandant du théâtre de l'époque, l'opération Hadin Kai, le général de division Chris Musa, désormais chef d'état-major de la défense CDS, qui appartiendrait à l'Académie Nigérienne de Défense NDA ensemble et sont tous deux des généraux d'infanterie et c'est peut-être pour cela qu'ils se complètent.

La sagesse déployée par le président Bola Ahmed Tinubu dans la nomination des chefs de service nigériens, décrits par beaucoup comme des commandants très compétents qui ont fait preuve de capacité dans les diverses tâches assignées tout au long de leur carrière, renforce encore la position d'Allen West : « Nous ne devons jamais oublier pourquoi nous avons, et pourquoi nous avons besoin de nos militaires. Nos forces armées existent uniquement pour assurer la sécurité de notre nation afin que chacun d'entre nous puisse dormir profondément la nuit, sachant que nous avons des "gardiens à la porte". Et comme prévu, les chefs de service, sans perdre plus de temps, se sont mis en marche tout en reconnaissant et en nommant des lieutenants compétents pour diriger les commandes critiques, comme cela a toujours été dans la tradition militaire. Cela a vu le déploiement du général de division Ibrahim Sallau Ali, ancien commandant du théâtre des opérations conjointes du nord-est Hadin Kai, à la Force Multinationale Mixte FMM, N'Djamena, Tchad.

La récompense pour un travail acharné, disent-ils, est plus de travail, pas étonnant que le CDS,

dans sa sagesse, ait jugé sage que le général Ali, qui a justifié sa position de commandant de théâtre, aille plus loin dans l'une des régions les plus critiques qui, si elle est correctement sécurisée, peut garantir la sécurité non seulement du pays, mais de toute la sous-région et au-delà.

En tant que commandant du théâtre, les troupes de l'opération Hadin Kai ont continué d'enregistrer des gains contre les ennemis de l'État avec une nouvelle offensive pour éliminer les enclaves de terroristes tandis que beaucoup continuaient de se rendre. L'assaut militaire réussi par les troupes de l'opération Safe Haven dans les États du Plateau et de Kaduna, sous le commandement du général Ali, qui a conduit à la récupération de 517 armes légères et de petit calibre des bandits et des éléments criminels reste frais dans la mémoire de tous. Tout cela, en plus de l'arrestation d'innombrables criminels, du sauvetage des victimes d'enlèvements ainsi que de l'étouffement dans l'œuf de l'effondrement potentiel de la loi et de l'ordre grâce à la collecte de renseignements.

Le général Ali, né le 16 novembre 1970 dans l'État de Nasarawa Kano, au Nigéria, a commencé ses études en 1974, à l'école primaire du Liban à Kano, avant de passer à l'école secondaire Saint Thomas en 1980 également dans l'État de Kano. Il a commencé sa carrière militaire à l'Académie nigérienne de la défense en tant que membre du 39e cours régulier en 1987 et a obtenu un baccalauréat ès sciences en géographie de l'Académie nigérienne de la défense en 1991. Il a été nommé en 1992 pour terminer sa formation de cadet à la Royal Military Academy, Sandhurst, au Royaume-Uni. Il était membre du cours militaire standard 922 à l'Académie royale militaire. À la fin de son cours, il a reçu le Silver Bugle pour avoir été le meilleur athlète parmi tous les cadets britanniques et étrangers pendant le cours. Ibrahim a été nommé sous-lieutenant dans le Corps blindé de l'armée nigérienne en avril 1993.

C'est le célèbre ancien secrétaire d'État américain, le général Collin Powell, qui a affirmé que:

"Le jour où les soldats arrêtent de vous apporter leurs problèmes est le jour où vous avez cessé de les diriger. Ils ont soit perdu confiance que vous pouvez les aider, soit conclu que vous ne vous en souciez pas. Dans les deux cas, c'est un échec



du leadership." Le général Powell n'aurait pas pu mieux le dire pour faire passer son message sur le leadership militaire et le renforcement de la confiance des troupes pour la victoire sur les lignes de front, car cela illustre les capacités de leadership d'Ali qui n'est pas seulement accessible à ses soldats mais aussi aux civils.

La FMM joue sans aucun doute un rôle crucial dans la promotion d'une paix durable dans la région du bassin du lac Tchad, qui a été affectée par les activités de Boko Haram et d'autres groupes extrémistes. La Force est composée de troupes et de ressources des pays de la région du bassin du lac Tchad, notamment le Nigeria, le Niger, le Tchad, le Cameroun et le Bénin. Depuis sa création, ces pays ont soutenu et coordonné des efforts pour relever les défis de sécurité dans la région tout en renforçant la coopération, le partage de renseignements, les opérations conjointes et les patrouilles coordonnées pour améliorer l'efficacité de la FMM.

En tant que commandant de la force de la FMM, le général Ali s'attendait à ce que les troupes continuent à mener des opérations antiterroristes contre Boko Haram et d'autres groupes extrémistes. Cela comprend des opérations militaires ciblées pour perturber leurs activités, démanteler leurs réseaux et dégrader leurs capacités. Ces opérations devraient être axées sur le renseignement et axées sur les domaines clés où ces groupes opèrent.

L'un des principaux secrets du général qui l'a aidé à réussir dans le passé est l'engagement et la stabilisation de la communauté

pour assurer une paix durable. Il est essentiel de s'engager avec les communautés locales dans la région du bassin du lac Tchad. Le FMM doit s'assurer qu'il travaille en étroite collaboration avec les dirigeants communautaires, les organisations de la société civile et les autorités gouvernementales pour s'attaquer aux causes profondes du conflit, promouvoir le développement socio-économique et fournir des services essentiels tels que l'éducation, les soins de santé et les infrastructures. En répondant aux griefs sous-jacents et en offrant des opportunités de subsistance, le FMM peut aider à renforcer la résilience contre l'extrémisme.

La région du bassin du lac Tchad est en proie à une crise humanitaire, avec des millions de personnes déplacées et ayant besoin d'assistance. La FMM devrait collaborer avec les organisations humanitaires pour fournir une aide essentielle, notamment de la nourriture, un abri, des soins de santé et une éducation aux personnes touchées par le conflit. Cela répond non seulement aux besoins immédiats, mais aide également à gagner le cœur et l'esprit de la population locale.

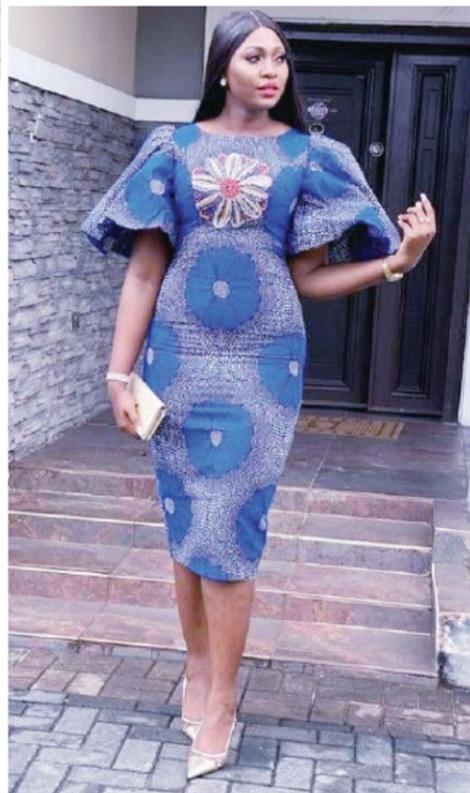
La promotion de l'intégration et du développement régional peut contribuer à la stabilité à long terme. Le FMM devrait continuer à soutenir les initiatives qui favorisent la coopération économique, le commerce et le développement des infrastructures entre les pays de la région du bassin du lac Tchad. Cela peut créer des opportunités d'emploi, réduire la pauvreté et remédier aux

inégalités socio-économiques qui alimentent les conflits. Une paix durable exige de s'attaquer aux facteurs sous-jacents qui contribuent au conflit. Il s'agit notamment de relever les défis de la gouvernance, de promouvoir une gouvernance inclusive, de lutter contre la corruption et de veiller à ce que les communautés marginalisées aient une voix dans les processus décisionnels. Les efforts doivent également se concentrer sur la lutte contre la pauvreté, le chômage et le manque d'accès à l'éducation, qui peuvent rendre les communautés plus vulnérables au recrutement par des groupes extrémistes.

Bien que la FMM soit aux prises avec un certain nombre de défis, notamment l'engagement des pays contributeurs de troupes à gonfler les rangs de la Force avec un déploiement supplémentaire, le manque de véhicules MRAP protégés contre les embuscades adéquats et résistants aux mines pour que les différents contingents puissent réaliser pleinement leur mandat. Les partenaires au développement comme l'Union européenne, les Nations Unies et d'autres doivent en effet renforcer le financement et la logistique de ses opérations.

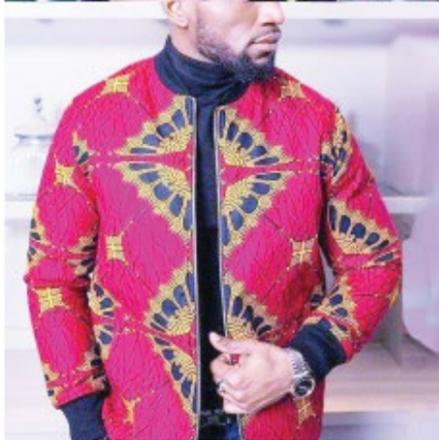
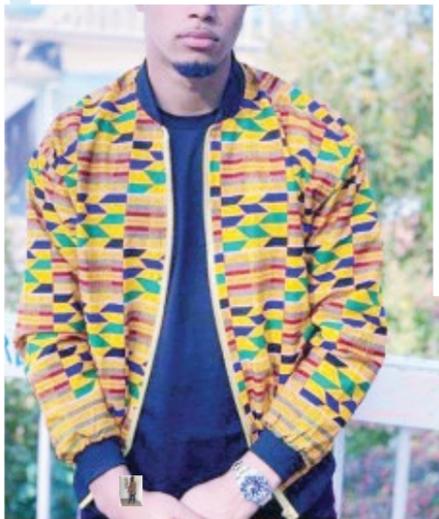
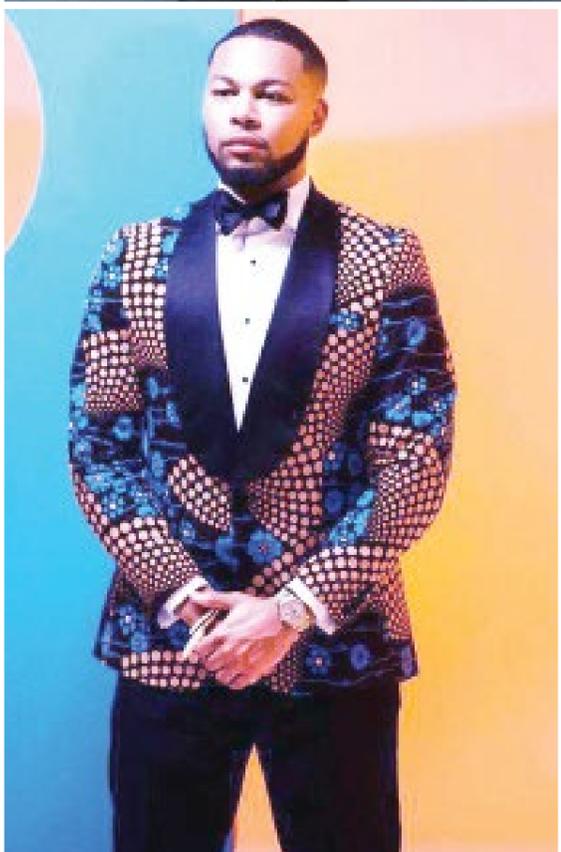
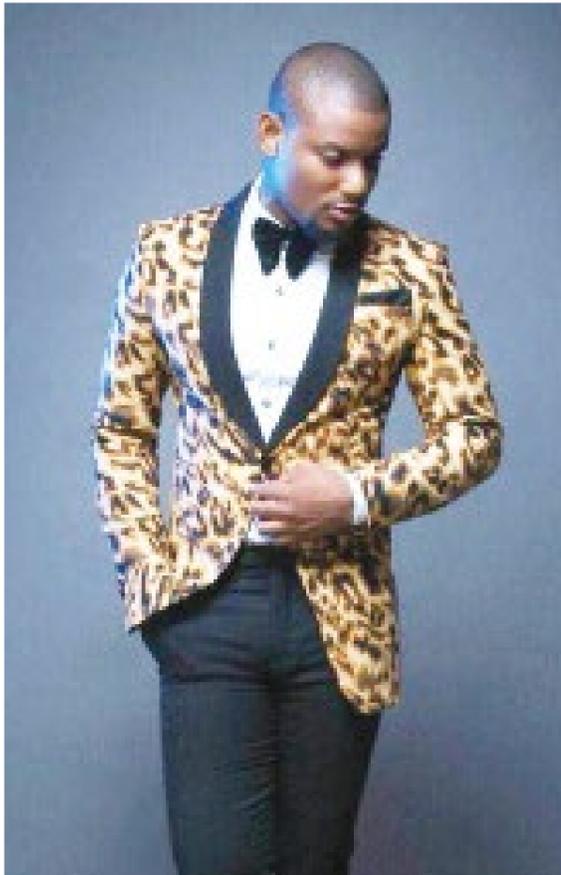
Il est important de reconnaître qu'assurer une paix durable dans le bassin du lac Tchad est un processus complexe et de longue haleine. Les efforts de la FMM doivent être complétés par des initiatives diplomatiques, une collaboration régionale et un soutien international soutenu pour relever les défis multiformes auxquels la région est confrontée.

Tongolo TiBeAfrica | 24 – 30 JUILLET 2023



FEMELLE

Tongolo TiBeAfrica | 24 - 30 JUILLET 2023



MASCULIN

Un peuple souverain: Sa Constitution et son Président

Dès la veille des élections de 2016, étant encore candidat, le futur Président de la République Centrafricaine en visionnaire avait choisi le logo des cœurs unis représentant, dans le contexte actuel sans exagérer, le Peuple, la Constitution et son Président et le tout dans la carte de la RCA. Quelle inspiration!

Aujourd'hui ce symbole devient réel.

Depuis les pétitions sollicitant du Président une nouvelle Constitution, le Peuple Souverain comme la veuve de l'Évangile qui demande justice, ne se décourage point afin d'obtenir sa nouvelle loi fondamentale. Les images parlent d'elles-mêmes. Du jamais vu. Une mobilisation nationale qui laisse sans voix les partisans de la division, de la haine du népotisme, du tribalisme en un mot les traîtres de la République. Tout laisse comprendre que personne n'écoute ces traîtres.

Le Peuple veut définitivement rompre avec les vieilles pratiques et réécrire une nouvelle page de son histoire sur une nouvelle base pour son émergence politico-socio-économique. Avec un leader charismatique et une constitution qui répond à ses aspirations, son avenir est assuré. Le Peuple le sait. Alors au revoir aux traîtres de la République. Voici l'heure de la victoire, de celle de la véritable Indépendance tant attendue. Oui, le Peuple a beaucoup lutté pour voir poindre ce jour.

Vive le Président TOUADERA et sa suite!

L'équipe de la Stratégie de Communication et de la Mobilisation Référendaire.

Quartier Général de la Campagne Référendaire.



Mobayé: le Ministre de l'Élevage et de la Santé Animale Hassan Bouba s'intensifie la campagne pour le Oui



PAR TRÉSOR BABO

Après une grande sensibilisation la semaine passée à Bria à l'occasion de lancement officiel de campagne référendaire, le ministre Hassan BOUBA, le coordonnateur national de campagne référendaire des communes d'élevages s'ajourne aujourd'hui à Mobaye chef lieu de la haute kotto ou il était accueilli chaleureusement par l'honorable député Simplicie Aurélien ZINGAS le superviseur de la zone pour la campagne référendaire et en présence des plusieurs autorités locales et administratives.

Dès son arrivée à l'aérodrome, le ministre de l'élevage Hassan BOUBA et coordonnateur de campagne référendaire des communes d'élevages a été échangé avec certains autorités locales avant de regagner la résidence.

Selon les informations reçu par les autorités locales, la population de la Lobaye

en général et en particulier les peuls ont approuvé leurs volontés de voter #Oui ce 30 juillet pour une nouvelle constitution afin de permettre les réformes institutionnelles pour le développement de la République centrafricaine.

Le ministre Hassan BOUBA et coordonnateur des communes d'élevages pour la campagne référendaire a passé la ferme volonté du gouvernement sous la haute autorité du président Faustin Archange TOUADERA pour les actions en faveur de la préfecture de la haute kotto et leur a transmis le message du président chef de l'état à la population pour une victoire écrasante en faveur de #oui.

Ce pendant, plusieurs activités seront à l'ordre du jour pendant cette mission de campagne référendaire pour toute la population de cette ville.

Affaire à suivre...

Nigéria: Le général Musa prend ses fonctions de Chef d'État-major de la Défense

...s'engage à protéger le Nigeria grâce à une synergie renforcée avec d'autres services de sécurité



PAR LAWRENCE AUDU

Le nouveau chef d'état-major de la défense (CDS) du Nigeria, le général de division Christopher Gwabin Musa, a pris ses fonctions de 18e chef d'état-major de la défense des forces armées du Nigeria (AFN).

Dans son allocution, lors de la cérémonie de remise et de prise de fonction qui s'est tenue au quartier général de la Défense (DHQ), nouvelle salle de conférence, exprime son engagement à protéger la nation nigérienne conformément aux responsabilités statutaires de l'AFN.

Selon lui, "nous promettons de continuer à améliorer notre mandat pour maintenir la paix et la tranquillité dans le pays. Nous assurons à chaque Nigérien de se sentir en sécurité car les forces armées du Nigeria seront opérationnelles et hautement professionnelles".

Le général Musa a en outre affirmé qu'il assurera une solide synergie entre les services, tout en

accordant la priorité au bien-être du personnel de l'AFN.

Plus tôt dans ses remarques, le CDS sortant, le général Lucky Irabor a déclaré qu'il était profondément ravi de confier le règne de l'AFN à un collègue professionnel et éprouvé au combat.

Selon lui, le président a fait le meilleur et le bon choix en choisissant le général de division Musa pour diriger l'AFN.

Le général Irabor a en outre ajouté que le président Bola Tinubu s'était engagé à relever la fortune de l'armée nigérienne, rassurant les membres de l'AFN d'un avenir meilleur avec l'administration actuelle.

Il a également exhorté les membres de l'AFN à redoubler d'efforts dans l'exercice de leur rôle constitutionnel de défense de la nation.

Le CDS sortant qui a été nommé le 26 janvier 2021 a déclaré que beaucoup avait été accompli au cours de son mandat.

« Les Forces armées, c'est bien mieux », a-t-il déclaré.

Il a exhorté les membres des Forces armées à rester fidèles à l'autorité constituée, notant que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement.

Le général CG Musa est né le jour de Noël 1967 à Sokoto. Il a fréquenté les écoles primaires et secondaires de Sokoto avant de rejoindre l'Académie nigérienne de la défense en tant que membre du 38 cours régulier. Son dernier poste était le commandant du corps d'infanterie, il a été une fois le commandant de la force opérationnelle interarmées du théâtre, opération Hadin Kai dans le nord-est, commandant de la dernière opération du secteur 3, commandant de la Force Multinationale Mixte du secteur 3, lac Tchad, directeur de la formation au quartier général de l'armée nigérienne ainsi que le directeur exécutif pionnier des fermes et ranchs de l'armée nigérienne, entre autres.

Le 19 juin 2023, le président Bola Ahmed Tinubu a nommé le général de division Musa aux côtés des nouveaux chefs de service.

Madame Saraiva prend d'assaut à Mobayé avec l'évangile du Référendum



Dans le cadre des activités de campagne pour le Référendum, tous les élus politiques font des efforts pour sensibiliser et mobiliser leur peuple pour ce grand projet. C'est pourquoi la Ministre des Arts, de la Culture et du Tourisme Madame Saraiva Jennifer Yanzere a entrepris le 22 juillet 2023 un déplacement en tant que Ministre Résident de la Préfecture de la Basse Kotto dans la localité de Mobaye.

Le but de cette visite dit-elle est de parler aux autorités locales de cette préfecture frontalière de la République démocratique du Congo

et de convaincre la digne population de Basse Kotto de choisir l'indépendance en votant massivement Oui le 30 juillet 2023.

Cette femme puissante qui reste l'un des plus fervents partisans du Président Touadera a déclaré

« Je tiens à remercier chaleureusement mes frères et sœurs de Mobaye qui m'ont réservé un accueil chaleureux et je tiens à leur affirmer ma totale disponibilité pour promouvoir cette préfecture qui regorge d'immenses potentialités.

« Chez nous en Centrafrique, c'est la terre qui commande!

RCA: Pourquoi nous voulons une nouvelle constitution – Mohammed Lawan

Alors que se rapproche le jour où le peuple de la République centrafricaine doit se rendre aux urnes pour un référendum visant à modifier sa constitution, l'atmosphère du pays s'est chargée ces derniers jours de rassemblements de toutes sortes. Déjà, le président, le professeur Faustin Touadera, a lancé des campagnes avec l'assurance que la nouvelle constitution garantit le développement et la justice pour tous. Lawrence Audu a rencontré le ministre des petites et moyennes entreprises et de la promotion du secteur privé du pays, Mohamed Lawan, dans cette interview exclusive où il a parlé des progrès réalisés au cours des 7 dernières années et de la voie à suivre après le référendum. Extraits:

Selon vous, quelle a été l'amélioration majeure dans ce pays au cours des 7 dernières années?

Ce pays a émergé au cours des 7 dernières années comme un pays sur la voie du développement après plus de 30 ans de conflits politiques, ethniques, etc. Mais grâce à Dieu lorsque les élections sont arrivées, nous avons eu la chance d'avoir le professeur Faustin Touadera comme président qui a continué à poursuivre la paix et le développement économique de ce merveilleux pays qui est le nôtre.

Vous savez, il ne peut y avoir de développement significatif dans l'atmosphère de rancune. Sans la paix, on ne peut pas parler de développement économique, les écoles ne peuvent pas fonctionner et le système de santé s'effondrerait. C'est pourquoi le professeur Touadera a fait tous les efforts pour ramener la paix, y compris pour que les Russes viennent ici et nous aident. Pendant que nous étions en crise, il a demandé l'aide des Français pour faire face aux rebelles mais ils ont refusé en disant que ce sont les Russes qui nous ont empêchés d'obtenir des armes. Lorsqu'il a rencontré les Russes, ils ont nié avoir bloqué toute aide. Vous savez, les Russes, une fois qu'ils récupèrent les armes des rebelles, ils ne les utilisent pas, ils sont plutôt détruits mais les Français voulaient que nous récupérions les armes des rebelles, ce que nous avons refusé. A partir de ce moment, les Russes nous ont donné des armes et ont envoyé leurs instructeurs pour venir nous aider. Depuis leur arrivée,

ils entraînent nos soldats qui mènent maintenant le combat contre les rebelles dont beaucoup ont été tués tandis que d'autres se sont échappés. Beaucoup se sont également rendus et ont reçu l'amnistie.

Maintenant que la paix est revenue, nous nous concentrons maintenant sur l'agriculture et l'élevage, c'est ce que nous poursuivons actuellement car la richesse est dans la terre. À partir de là, nous avons également commencé à réorganiser notre système éducatif et à améliorer nos écoles pour l'avenir de nos enfants. Vous savez, s'il y avait la guerre, les écoles ne tiendraient pas. Toutes les écoles détruites ont été reconstruites et nos services de santé sont améliorés. Maintenant, nous collaborons avec des partenaires de développement pour former nos jeunes à l'agriculture qui remporte d'énormes succès. Notre PIB a augmenté de 4,5 %.

Comment se porte le pays dans la région si la sécurité nationale jusqu'à présent?

Merci beaucoup... La sécurité de cette nation s'est actuellement améliorée de 95 %. Je crois que depuis que tu es venu dans ce pays, tu as circulé, si tu sors de la capitale Bangui, vers Damara, Bouar, Yaloke et toutes les campagnes jusqu'alors sous le contrôle des rebelles, partout est maintenant paisible et nous serons sécurisés. Les investisseurs étrangers intéressés par l'extraction de l'or et des diamants viennent et travaillent librement sans que personne ne les harcèle. Les 5% restants sont de simples criminels qui ne peuvent pas être qualifiés de rebelles mais de



petits criminels qui s'attaquent à des cibles faciles. Mais nous avons affaire à eux. Ceux qui veulent tourner la page sont amnistiés après avoir baissé les armes et nous allons les réhabiliter et leur donner un nouveau souffle.

A l'approche du Référendum, quels sont les enjeux de sécurité que vous avez retenus?

Vous savez, dans toute société organisée, il y a certaines règles qui doivent guider les gens. Mais les lois ici en République Centrafricaine s'appellent la Constitution. Cette constitution, quand elle a été proclamée, nous avons remarqué qu'elle avait plusieurs défauts. Cette constitution que nous utilisons actuellement nous a été donnée par les Français. Ce sont eux qui l'ont écrit et nous l'ont donné. Nous n'y avons pas contribué. C'est pourquoi nous avons décidé de l'amender pour notre bien. C'est nous, le peuple centrafricain, qui avons insisté pour une nouvelle constitution. Le peuple a rejeté l'ancien parce que de nombreux domaines vitaux qui affectent le peuple n'y étaient pas reflétés. Le peuple a commencé à marcher et à s'organiser. Nous avons eu une assemblée publique où nous lui avons dit de commencer le processus. Nous lui avons

conseillé de réunir les meilleurs cerveaux pour nous donner une nouvelle constitution. J'ai été consulté pour nommer quelqu'un pour faire partie du comité de rédaction de la constitution. À la fin, nous l'avons apporté au président et lui avons demandé de choisir une date pour que le peuple affirme sa nouvelle constitution. C'est-à-dire le référendum.

Même la soi-disant opposition qui fait du bruit aujourd'hui, j'ai ici leur mémo où ils demandent aussi que la constitution soit changée. Soyons très clairs là-dessus, ce n'est pas le Pr Touadera qui a demandé une nouvelle constitution, c'est le peuple qui est fatigué du sous-développement qui est sorti dans les chiffres. Le président n'a fait que céder à leurs appels. Savez-vous que dans l'ancienne constitution, les ressources minérales entre 5 et 10 mètres appartiennent au peuple alors que tout ce qui se trouve entre 20 mètres et la profondeur de la terre appartient à la France ? La richesse leur appartient-elle ? Pourquoi ce genre d'oppression pour l'amour de Dieu ? Nous avons dit non à cela. S'ils veulent nous aider à exploiter nos ressources, discutons des conditions faites à vos affaires nous prenons les nôtres et vous obtenez ce qui vous est dû. Dans la constitution actuelle que nous

avons rejetée, les jeunes n'étaient pas capturés. En fait, il stipule que vous devez avoir jusqu'à 45 ans avant de vous présenter à la présidence haba... Mais dans la nouvelle constitution, même à 30 ans, vous pouvez vous présenter à la plus haute fonction du pays. À 18 ans, vous pouvez vous présenter aux élections législatives. Nous avons harmonisé les droits de tous les genres. Plus de discrimination à l'égard des femmes dans la nouvelle constitution. Ce qui est dû à un homme, une femme est aussi qualifiée pour l'avoir. La constitution n'a pas pris en compte les personnes vivant avec un handicap, mais nous avons veillé à ce que leurs droits soient pris en compte. Vous savez qu'il y a des capacités même en cas d'invalidité, pourquoi ne leur donneriez-vous pas leurs droits. Nous avons également dit que les personnes ayant la double nationalité ne peuvent pas se présenter à la présidence. Vous devez renoncer à. Mais ils peuvent se présenter comme parlementaires et ils peuvent être nommés ministres ainsi que rejoindre les forces armées.

Actuellement, la loi a prévu des dispositions pour la nationalisation, peu importe d'où vous venez si vous venez ici et que

Continuer à la page 13

Les raisons d'une apologie du projet de la nouvelle Constitution

En effet, sans vouloir paraphraser les philosophes, chaque constitution est la fille de son temps et celle soumise au referendum du 30 juillet prochain

en est une. Cette nouvelle constitution sollicitée par le peuple centrafricain à laquelle le Président de la République, Son Excellence le Professeur Faustin Archange TOUADERA, soucieux

des préoccupations de son peuple, a bien voulu lui apporter une réponse référendaire, attend lui créer un cadre propice pour son développement intégral et rompre avec les mauvaises pratiques du

passé.

Le projet a le mérite de respecter tous les fondamentaux nécessaires d'une bonne constitution depuis le préambule jusqu'aux dispositions finales, on y retrouve tous les éléments indispensables à l'amélioration du cadre de vie du peuple Centrafricain et les conditions de son émergence. N'est-ce pas là l'important ?

Même le Fils de Dieu a été formelle au sujet des lois de son temps en affirmant que je ne suis pas venu changer les écritures mais les parfaire. C'est pourquoi ce projet constitutionnel a gardé presque tous les éléments de la constitution du 30 mars 2016 tout en les faisant adapter aux aspirations du peuple souverain. La sagesse ancienne ne dit-elle pas qu'on tresse une nouvelle natte sur une vieille natte ?

Loin de nous attarder sur les critiques méchamment avancées par les ennemis du peuple souverain, nous allons

nous focaliser sur les grandes innovations du présent projet. Comme il n'y pas encore une science de la technologie constitutionnelle sauf les cours du droit constitutionnel, alors nous pouvons éviter au peuple souverain les remarques infantiles sur les techniques de la rédaction constitutionnelle, d'ailleurs non fondées.

Ce projet est respectueux des principes qui gouvernent un Etat de droits aussi bien sur le plan international que national, historique que contemporain, sur ce point personne n'en doute. Même les détracteurs n'ont pas évoqué une idée de la restriction des libertés ou d'une quelconque privation des droits. Regardons ensemble les quelques grandes innovations (1) et dire ce que nous devons savoir (2).

Continuer à la page 14



RCA: Pourquoi nous voulons une nouvelle constitution – Mohammed Lawan

A partir de la page 12

vous vous mariez, vos enfants obtiennent automatiquement la citoyenneté. Même si vous êtes tous les deux des visiteurs, les enfants que vous mettez au monde ici sont automatiquement des citoyens. Mais l'opposition dit que les lois visent les musulmans qui sont venus s'installer selon elles, ce qui n'est pas vrai. Ils essaient juste de semer la confusion dans l'esprit des gens. Moi-même qui vous parle aujourd'hui, mes arrière-grands-parents ont été les premiers à fonder ce pays. Comment puis-je devenir un extraterrestre ? Ce n'est pas possible. Je suis Mohammed Lawan et je suis ministre dans ce pays. S'ils détestent les musulmans, est-ce que j'arriverais à cette position ? Et revenons à votre question, il ne fait aucun doute que le référendum aura lieu et que le peuple votera dans un environnement sécurisé. Mais permettez-moi aussi de souligner que c'est le peuple qui a réclamé une nouvelle constitution et le président Touadera.

Quels sont les défis économiques actuels auxquels la RCA est confrontée ?

Comme je vous l'ai dit plus tôt, notre pays en est un avec



une histoire remplie de crises depuis plus de 30 ans. Ce que nous faisons maintenant, c'est de déployer des politiques pour attirer des investisseurs étrangers ici et se lancer dans l'agriculture, l'exploitation minière et d'autres entreprises économiques. Nous voulons qu'ils viennent, se donnent la main à la population pour exploiter les énormes potentiels de développement économique. Nous appelons également nos jeunes qui en ont fini avec l'école à venir afin que nous commencions l'entrepreneuriat ensemble, cela montrerait aux jeunes le bon chemin pendant que nous prenons notre économie entre nos

mains. Nous avons déjà accordé plusieurs bourses à ces jeunes. Plus de 17 milliards FCFA ont été affectés et décaissés. Ils se sont aventurés dans l'agriculture et d'autres activités à petite échelle. Nous avons même amélioré l'infrastructure routière juste pour rapprocher le développement des gens qui peuvent amener leurs produits des villages vers les villes, cela s'applique également à ceux des fermes et des mines. La première richesse que Dieu nous a donnée est les fermes et le bétail, c'est pourquoi nous nous concentrons dans cette direction. Notre intérêt, ce sont les lois qui nous apporteront le développement. Avec ce que

nous faisons grâce à l'agriculture mécanisée dans les 2-3 prochaines années, vous verrez des changements remarquables. Nous avons également introduit la tokenisation dans la nouvelle constitution. Désormais, vous n'aurez plus besoin d'utiliser le système bancaire conventionnel pour le paiement. Il suffit de venir acheter et de partir tout en payant grâce à la technologie. Savez-vous aussi que nous apportons les BRICS ? Dans les 2 prochains mois, leur bureau serait ouvert. Et si vous voulez développer une économie, vous devez impliquer les jeunes qui sont encore pleins d'idées nouvelles. On parle aussi des artisans et ainsi de suite il se

passer beaucoup de choses.

Quel est votre dernier message pour le peuple ?

Je voudrais d'abord parler du Nigéria parce que le Nigéria a rendu l'Afrique fière avec la poursuite de la démocratie. Ils viennent de conclure une élection où un président a été élu c'est ce qui apporte la paix. Le Nigeria est la plus grande nation d'Afrique. Ce que je conseillerais aux Nigériens, c'est d'être patients et de suivre les règles car si le Nigeria tombe, l'Afrique est finie. Ils doivent soutenir leurs dirigeants et les dirigeants eux aussi doivent être sensibles au sort des citoyens. Ils doivent aider les pauvres. Le Nigeria a rendu l'Afrique fière. L'homme noir le plus riche, Aliko Dangote, n'est-il pas un Nigérien ? Il est meilleur que la plupart des milliardaires étrangers dont vous entendez les noms uniquement parce qu'il est noir. Nous devons continuer à apprendre du Nigeria afin que nous puissions nous aussi devenir aussi grands un jour.

Au peuple de la République centrafricaine, je veux les exhorter tous à se rendre au référendum et à voter oui. Cette constitution garantira le développement et la croissance économique de ce pays. Dans les 2 à 3 prochaines années, ils verront la différence.

Les raisons d'une apologie du projet de la nouvelle Constitution

A partir de la page 13

1- Quelques grandes innovations.

Article 27 donne droit à tout centrafricain individuellement ou collectivement d'adresser une pétition à une autorité publique qui doit y répondre dans un délai de trois mois. Cette disposition vient renforcer l'exercice du pouvoir du peuple et sa liberté d'expression. C'est dire qu'à tout moment nous pouvons nous plaindre auprès de nos autorités sur toutes les situations qui nous mettent mal à l'aise.

La question que nous devons nous poser est celle-ci : un dictateur peut-il donner à ses sujets le droit de pétition ? La réponse est certes Non. Cet article n'a pas fait de restriction, ce droit est donné à tout Centrafricain sans distinction.

Article 49 garantit la protection des personnes de troisième âge et les personnes handicapées. On se demande pourquoi les ennemis du peuple Centrafricain ne parlent pas de ces progrès et ne se contentent que des fautes de graphies, de syntaxes, etc. Puisque c'est encore un projet qui sera toiletté par la commission texte et loi. Cet article n'est-il pas clair ? Ne doit-on pas créer un meilleur cadre de vie aux personnes de troisième âge et aux personnes handicapées ? Qu'est-ce que nous voulons exactement ?

Article 48 le droit au logement décent, le droit d'accès à l'eau potable et à l'énergie sont garantis. Le fait de garantir le droit au logement décent à tout le

peuple centrafricain mécontente certains partis dits d'opposition. Finalement, on vous comprend. Vous seuls avez droit au bonheur mais pas le reste du peuple souverain.

Article 4 al.5 renforce nos relations avec les pays voisins en interdisant l'utilisation d'une partie du territoire centrafricain pour des activités subversives ou terroristes contre l'Etat Centrafricain ou contre tout autre Etat. N'est-ce pas les attentes du peuple centrafricain ?

Article 79 al.2 Le Président de la République prononce une fois l'an, devant l'Assemblée Nationale, un discours sur l'état de la Nation. Selon cet article le Président doit rendre compte au peuple de la situation de la Nation chaque année. Cette pratique est copiée du régime présidentiel américain.

Titre XII : de la chambre de la chefferie traditionnelle.

Personne n'en parle. Ce projet constitutionnel vient redonner valeur à nos chefs traditionnels longtemps ignorés, maltraités, piétinés par les partisans de la politique du ventre. Le peuple souverain veut renouer avec ses traditions et valeurs culturelles en garantissant la place de ces chefs traditionnels dans la loi fondamentale. L'Afrique de l'Ouest en fait usage depuis plusieurs siècles.

2- Ce que nous devons savoir.

Ce projet constitutionnel répond parfaitement aux aspirations du peuple souverain dont les plus grandes préoccupations y sont



exprimées.

Le Professeur Faustin Archange TOUADERA, prend à cœur le problème de son peuple, ce projet est la preuve de sa disponibilité aux aspirations de celui-ci. Tout le monde y est pris en compte. Il n'a pas restreint la liberté des partis politiques, tout au contraire, il leur a donné plus de libertés en protégeant le pluralisme politique.

Malheureusement, les ennemis du peuple Centrafricain ne présentent pas les énormes progrès que renferment ce projet, ils ne parlent que du mandat présidentiel, du régime semi-présidentiel et de la question de double nationalité qui est applicable à tout le monde sans distinction. Ces questions ne posent aucun problème à l'exercice de la démocratie du moment où c'est le peuple qui demeure le détenteur du pouvoir et de la

souveraineté.

Comment voulez-vous représenter une Nation à la plus haute fonction tout en ayant plusieurs nationalités ? Par nationalité, il y a une question de lien affectif, de loyauté, d'intérêts, etc. Comment pourriez-vous défendre les intérêts du peuple centrafricain face à ceux de votre seconde Nation ? Il est donc temps d'arrêter avec ces sornioiseries.

Sur la question du mandat présidentiel, ce n'est pas la première fois au monde, beaucoup de pays démocratiques l'ont adopté. Cela ne constitue en aucun cas un système totalitaire. De toutes les façons, c'est le peuple qui l'octroie et qui a le pouvoir d'y mettre fin. Les mécanismes sont même prévus dans le projet.

S'agissant du régime semi-présidentiel, ce n'est pas une

nouveauté centrafricaine, il a existé et existe encore sous d'autres cieux et n'est pas un régime dictatorial mais démocratique. Les constitutionnalistes peuvent le dire. Alors, où se situe le problème ?

La fonction de pensée ne se délègue pas. Arrêtez de faire dire à Monsieur TOUADERA ce qu'il n'a pas dit.

Nous sommes tous conviés à voter OUI, le 30 juillet 2023 pour faire de nos rêves une réalité.

Mobilisons-nous pour faire échec au plan machiavélique des ennemis du peuple souverain en votons OUI lors de ce referendum constitutionnel.

L'équipe de la stratégie de communication et de la mobilisation référendaire.

Quartier Général de la Campagne référendaire.

Sports: Le fils de LeBron James, Bronny, subit un arrêt cardiaque pendant l'entraînement

Bronny, fils du superstar des Lakers de la National Basketball Association, LeBron James a été transporté d'urgence à l'hôpital après avoir subi un arrêt cardiaque lors d'un entraînement à l'Université de Californie du Sud le lundi 24 juillet.

Le basketteur de 18 ans a été emmené dans une ambulance du Galen Center de l'USC où l'équipe de basket-ball de l'école s'entraîne après qu'un appel au 911 aurait été passé vers 9 h 26 lundi, a rapporté TMZ mardi.

Bronny, qui se prépare pour sa première saison de basket-ball universitaire avec l'USC, aurait eu un incident de code 3 et s'est précipité aux soins intensifs, d'où les lumières et les sirènes de l'ambulance.

Selon une déclaration de famille, "Hier, alors qu'il pratiquait, Bronny James a subi un arrêt cardiaque. Le personnel médical a pu soigner Bronny et l'emmener à l'hôpital. Il est maintenant dans un état stable et n'est plus en soins intensifs.

"Nous demandons le respect et l'intimité de la famille James et nous informerons les médias dès qu'il y aura plus d'informations.

Jalen Brunson et Trae Young, parmi d'autres joueurs de la NBA, ont tweeté leur soutien et leurs prières pour James.



Ngamana fait le bilan de la campagne référendaire

C'est le 27 juillet 2023, devant la presse nationale et internationale que celui que l'on surnomme « le jeune loup de Touadera », a fait le bilan de la campagne du référendum constitutionnel.

Evariste Ngamana, Directeur National de la Campagne référendaire (DNC), a dressé un bilan satisfaisant de la situation, pour situer l'opinion nationale et internationale à 72 heures du fatidique.

« Je voudrais me réjouir de l'implication des différents acteurs politiques dans cette campagne. Même une partie de l'opposition qui avait officiellement lancé un boycott au début a finalement participé à la campagne à sa manière. »

Selon le DNC, la démocratie aura triomphé dans cette campagne référendaire qui fut un exercice pendant lequel, les centrafricains qui le désiraient ont pu exprimer leur opinion.

L'occasion pour des préoccupations « légitimes » d'être soulevés, et qui ont fait l'objet d'éclaircissement de la part de l'équipe de campagne auprès des populations à travers le pays.

Les défis majeurs

D'après Evariste Ngamana, la Direction Nationale de Campagne

aurait eu à relever deux (2) défis essentiels.

Le premier d'ordre socio-politique.

« Le premier défi a été de convaincre le peuple centrafricain... de lui montrer l'importance de cette nouvelle constitution, ses innovations et ses avantages. »

Le second lui d'ordre sécuritaire, a aussi pu être efficacement relevé estime le DNC.

« Je remercie les forces de défense et de sécurité qui ont pu se déployer sur tout le territoire pour permettre que cette campagne se déroule dans la sérénité. »

D'après Ngamana, tous ces défis ont été conjurés par le concours de l'ensemble de la population centrafricaine.

Dorénavant, le principal défi demeure celui du 30 juillet 2023.

Tout un pays touché

« Nous avons déployé des superviseurs terrain dans toutes les circonscriptions électorales de la République centrafricaine. »

Même dans les bastions considérés comme « fief de l'opposition » des personnes ont battu campagne sur le terrain.

« Nous avons des gens qui battent campagne dans l'Ouham et l'Ouham pende. Par exemple, l'équipe du parti KNK dirigée par Kévin Kpefio fait un bon travail



dans la préfecture de l'Ouham...Il n'y a pas un territoire qui appartient à qui que ce soit. La campagne se déroule partout dans le pays. »

Evariste Ngamana dénonce des manœuvres de manipulations et division venant de certains leaders de l'opposition.

« J'entends certains de l'opposition dire que dans cette constitution on veut chasser les musulmans de la RCA. C'est très grave...et venant d'un homme politique comme Mboli Goumba c'est regrettable. Ce sont ceux-là qui ont amené la guerre de religion en Centrafrique en 2013, nous n'avons pas la mémoire courte. »

Au regard de l'engouement de la population pour ce vote référendaire, « le boycott lancé par l'opposition ne peut pas prospérer » a déclaré Evariste Ngamana.

Burkina Faso: Le Capitaine Traoré rend visite aux familles des FDS tombés au front

Le Président de la Transition, Chef de l'Etat, le Capitaine Ibrahim TRAORE a rendu une visite inopinée ce samedi matin à des familles des éléments des Forces de défense et de sécurité (FDS) tombés sur le champ d'honneur pour la patrie.

S'enquérir des conditions de vie des veuves et des orphelins, reconforter et encourager les familles des soldats tombés au front, c'est ce qui a conduit le Chef de l'Etat le Capitaine Ibrahim TRAORE aux domiciles du gendarme Siambou OUATTARA, du policier Philippe COULIBALY et du militaire Théophile TAOUDYENDE. Ils ont payé le sacrifice suprême pour la défense de la patrie.

« On est passé vous rendre visite ce matin pour vous témoigner nos encouragements, s'enquérir de vos nouvelles et voir si tout va bien », a déclaré le Chef de l'Etat, le Capitaine Ibrahim TRAORE aux différentes familles visitées.

« Je n'avais jamais imaginé et je n'avais jamais cru qu'un jour le Chef de l'Etat allait nous rendre visite », a déclaré Lucie BOGNANA, veuve du policier Philippe COULIBALY, toute émue. Pour elle, cette visite du Chef de l'Etat est un motif de soulagement.

« Cette visite nous reconforte et nous remonte le moral », a

soutenu Souleymane OUATTARA, père du défunt gendarme Siambou OUATTARA qui a dit des bénédictions et des prières pour une fin victorieuse de la guerre contre le terrorisme.

« Je ne savais pas que le Chef de l'Etat pouvait rendre visite à ma modeste personne. Vraiment je suis très émue », a déclaré Mme TAOUDYENDE/SAWADOGO Roselyne, veuve du militaire Théophile TAOUDYENDE qui a partagé sa conviction de la victoire des Forces de défense et de sécurité sur les groupes armés terroristes.

Les différentes familles ont traduit leur gratitude au Chef de l'Etat pour les messages d'encouragement et pour le soutien manifesté.

A cette occasion, le Président de la Transition a réaffirmé son engagement à mettre tout en œuvre pour une prise en charge adéquate des pupilles de la Nation et pour assurer la formation des veuves aux métiers dans les différents centres de formation des Forces armées nationales afin de leur permettre d'avoir une autonomie financière. « En perspective, il y a une agence que nous sommes entrain de créer à la Présidence pour s'occuper des veuves, des orphelins et des blessés », a annoncé le Chef de l'Etat.

PREMIERE FONDERIE ET BUREAU D'ACHAT OR EN CENTRAFRIQUE

ACHETONS TOUT L'OR EN POUDRE ET LINGOTS AU MEILLEUR PRIX !!!!



NOUS, ON FAIT LA DIFFERENCE !!!

Fonderie rca/suisse avec 30 ans d'expérience dans le secteur de l'or



SWISS GOLD VALUE
FONDERIE ET BUREAU D'ACHAT D'OR



Ils vous attendent tous alors que vous passez une journée avec nous en cette grande saison et au-delà

Soyez simplement notre invité, n'importe quel jour pour une hospitalité pure:
Événements sociaux | AGM | Famille | Repas sains | et détente

Indépendance Avenue, Bangui 2361 République centrafricaine
www.ledgerplaza-bangui.com